

EMPLOI - INSERTION - ATTRACTIVITE EN SEINE-SAINT-DENIS

N°3 — 3^{ème} trimestre 2017



I – ACTUALITES DEPARTEMENTALES

2

Les actualités autour de l'attractivité territoriale, de l'économie sociale et solidaire, de la formation, de l'emploi et de l'insertion



II – RSA et MARCHÉ DU TRAVAIL

3

- Tableau de bord et analyse des dernières données sur les bénéficiaires du RSA
- Contexte du marché du travail



III – ZOOM TERRITORIAL

11

Données économiques et sociales autour d'un territoire. Dans ce numéro, « Plaine Commune ».



IV – ZOOM SECTORIEL

15

Données économiques et sociales autour d'un secteur économique ou d'une filière. Dans ce numéro : « La restauration ».



V – L'ENTREPRENARIAT

18

Portraits de créateurs d'entreprise et chiffres de la création.



VI – DONNEES DE CADRAGE

19

Chaufferie biomasse de Saint-Denis : le recours à des énergies renouvelables s'étend dans le département

Saint-Denis est la quatrième commune du département à se doter d'une usine biomasse après Bagnolet, Stains et Sevran. L'usine de Saint-Denis, inaugurée le 4 juillet dernier mais dont l'exploitation a commencé en octobre 2016, soit 10 mois après l'inauguration du troisième équipement départemental du même type à Sevran, vient attester des efforts déployés pour la promotion de la production et consommation d'énergies respectueuses des exigences d'un développement durable.

La chaufferie biomasse de Saint-Denis, située au cœur du quartier des Francs-Moisins, entre immeubles d'habitation et terrains de sport, est pour l'heure la plus grande d'Ile-de-France. Elle est le résultat d'un investissement de 40 millions d'euros, dont plus de 10% financé par l'Ademe (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), et sera gérée par Engie Réseaux, via sa filiale



Plaine Commune Energie. Connectée à la chaufferie biomasse de Stains, elle permet de porter à 56%, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du deuxième réseau de chaleur d'Ile-de-France et troisième de France, composé de 60 km de canalisations enterrées. D'une puissance de 26,5 MW, la nouvelle usine est alimentée par des plaquettes forestières, broyat de palettes ou résidus de scierie et d'élagage collectés dans un rayon de 200 km autour du site. L'usage de la combustion du bois pour fournir de l'énergie permettrait d'éviter le rejet de plus de 56 000 tonnes de CO2 par an, l'équivalent des émissions annuelles produites par 25 000 véhicules. C'est l'équivalent de 40 000 logements présents sur quatre communes de Plaine Commune (Saint-Denis, Stains, Pierrefitte, l'Ile-Saint-Denis), qui sont alimentés en chauffage

et eau chaude sanitaire par le réseau de chaleur Plaine Commune Energie. Outre l'objectif de fournir une énergie plus respectueuse de l'environnement, la nouvelle installation doit également permettre aux usagers de baisser leur facture de chauffage, car les usagers raccordés à ce réseau fournissant désormais une énergie majoritairement verte, bénéficient d'un taux réduit de TVA à 5,5%. L'ambition pour les prochaines années est de connecter le futur Campus Condorcet en construction à Aubervilliers au réseau Plaine Commune Energie, et ainsi d'étendre l'utilisation de l'énergie provenant des deux usines biomasses du territoire. De même, les Jeux olympiques de 2024, qui entraîneront la construction du village olympique à Saint-Denis, sont une opportunité pour le développement au niveau du territoire, d'un réseau d'énergie s'appuyant toujours plus sur les sources renouvelables.

Le Salon SATIS-Screen4all 2017 à Saint-Denis

Le Département a participé au Salon SATIS-Screen4All les 8 et 9 novembre derniers consacré aux communautés professionnelles du cinéma, des technologies de l'image, des médias, du divertissement et des nouveaux écrans. Tout au long de ce Forum, le Département a orienté les visiteurs vers les perspectives possibles d'entrepreneuriat et d'emploi tout en faisant la promotion des projets portés par les entreprises partenaires du territoire. Le Département a veillé à la présence des Projets de Ville afin de rendre compte des enjeux et des perspectives de réinsertion professionnelle pour l'ensemble des bénéficiaires du RSA intéressés par

cette filière.

Avec plus de 8000 visiteurs, cette édition a rempli ses objectifs en termes de fréquentation avec une présence continue de visiteurs professionnels et non professionnels. Une présence des lycéens et étudiants dans le domaine des technologies numériques a été remarquée et positionne ainsi le forum dans la construction de projets professionnels des plus jeunes. Ce Salon a permis de renforcer la dynamique engagée par le Département en faveur de la filière image en Seine-Saint-Denis et son ancrage local. Ce rendez-vous a contribué à créer un

espace de rencontre entre les professionnels, entrepreneurs, porteurs de projets et étudiants du secteur et de mettre en valeur le fort dynamisme des industries créatives du territoire.

Par ailleurs, ce Forum a été l'occasion de célébrer la 1^{ère} année de la marque territoriale In Seine Saint Denis en présence du Président Stéphane Troussel, de la Vice-présidente Nadège Grosbois, chargée de l'emploi et de l'économie, et de nombreux ambassadeurs et ambassadrices de la marque comme les L.E.J. ou encore Yvan Wouandji.



Festival Bellastock 2017 : le département, laboratoire de l'économie circulaire

C'est à l'Île-Saint-Denis que l'association d'architectes Bellastock a organisé cette année, du 13 au 16 juillet, son désormais célèbre festival (qui se tient chaque année depuis 2012 dans des lieux différents), pour sensibiliser à la question du réemploi dans la construction. L'édition de cette année, baptisée « Ville Des Terres », proposait à plus de 500 participants de réfléchir et travailler autour de la construction en terre crue, avec en ligne de mire la valorisation de la cinquantaine de millions de tonnes de terre excavée qui résulterait des travaux du Grand Paris. Le chantier de la ZAC de l'éco-quartier en construction à l'Île-Saint-Denis constituait donc pour les architectes de Bellastock, le cadre idéal pour mener des expériences de réutilisation des débris provenant des chantiers. Après conception et création surplace, en partenariat avec le laboratoire CRA-Terre (laboratoire de recherche de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble, spécialisé dans les problématiques de construction en terre), d'une usine mobile inédite de

fabrication de matériaux en terre crue, 30 000 blocs de terre comprimée ont été fabriqués à partir des terres collectées sur les chantiers du Grand Paris. Ces blocs de terre ont permis de construire une ville éphémère sur le site de l'éco-quartier fluvial de l'Île-Saint-Denis, qui a fait l'objet de visites guidées pour le public, dont les habitants et professionnels de la construction du département. Le grand public a également bénéficié de conférences et ateliers pédagogiques sur cette thématique.



L'enjeu du recyclage des matériaux issus des chantiers de construction est important pour la Seine-Saint-Denis.

Le département est au cœur du projet du Grand Paris, avec de nombreuses gares à construire et sites à aménager. Il accueillera des installations majeures des Jeux olympiques Paris 2024, dont le village olympique à Saint-Denis. De même, il compte le plus

grand nombre de chantiers ou projets de rénovation urbaine faisant objet d'un financement de l'ANRU, comme beaucoup d'anciens sites industriels à reconverter. D'autre part, le poids de la construction dans l'activité et l'emploi départemental est conséquent (plus de 46 000 emplois, soit environ 10% de l'emploi marchand en 2016, et, plus de 17% des établissements privés). Ce secteur est aussi, un important pourvoyeur d'emplois pour les résidents, et, l'un des secteurs qui participent le plus au fort dynamisme de création d'entreprises départemental.

Compte tenu de ce contexte, les expérimentations en matière de réemploi des déchets et débris de chantiers menées par Bellastock constituent de véritables opportunités d'activités et d'emplois pour les intervenants du secteur de la construction du département. Département qui ambitionne par ailleurs de se placer à la pointe du développement de l'économie circulaire, et, enregistre déjà plusieurs structures opérant dans ce secteur.

Le Centre d'information et de prévention des entreprises : accompagner les entrepreneurs en difficulté

Le 21 septembre 2017 a été inauguré le CIP (Centre d'information et de prévention) de Bobigny, à la maison de l'avocat de Seine-Saint-Denis. Les CIP sont des dispositifs qui ont pour objectif d'offrir aux chefs d'entreprises qui rencontrent des difficultés (risques de faillite, surendettement, etc.), écoute, conseils et orientation vers des structures adaptées pour la prise en compte de leurs problèmes. Il s'agit d'intervenir le plus vite possible, le plus en amont, pour aider les entrepreneurs, résumait William Nuhum, concepteur de ce dispositif, lors du lancement du premier CIP en 1999.



« Entretiens du jeudi », permet aux chefs d'entreprises volontaires de rencontrer trois experts (un expert-comptable ou commissaire aux comptes, un avocat, un ancien juge du tribunal du commerce, et parfois un conseiller de la chambre de commerce ou la chambre des métiers et de l'artisanat). Ces entretiens sont confidentiels, anonymes et gratuits. Différents types de structures d'aides peuvent être proposés aux chefs d'entreprises en difficulté, y compris des structures d'aide psychologique. Celui de Bobigny sera le 64^e des 65 CIP ouverts à ce jour (le 65^e a ouvert à Nanterre le 10 octobre 2017).

Le CIP de Bobigny réunit le conseil régional de l'ordre des experts-comptables de Paris et d'Île-de-France,

l'ordre des avocats du barreau de la Seine-Saint-Denis, la compagnie régionale des commissaires aux comptes, les chambres de commerce et des métiers de Seine-Saint-Denis, le tribunal de commerce de Bobigny et d'autres acteurs départementaux et régionaux intervenant dans le champ de la création et l'aide aux entreprises.

Sachant que près de 2 200 procédures collectives ont été enregistrées en Seine-Saint-Denis en 2016 et que l'on en est déjà à près de 1 400 sur la période janvier – août 2017 (source : Tribunal de commerce de Bobigny), ce nouveau dispositif constitue un outil supplémentaire pour l'aide aux entrepreneurs qui sera sans doute utile, à condition d'être véritablement connu et sollicité par les entrepreneurs.

Les CIP fonctionnent sur un mode identique. Leur dispositif central, les



II – LE RSA ET LE MARCHE DU TRAVAIL

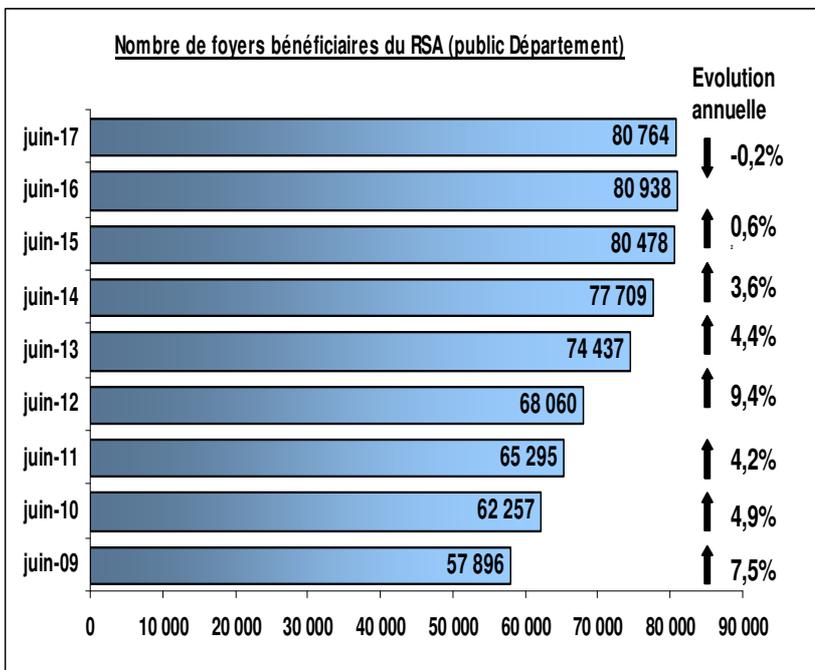
A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

Foyers bénéficiaires du RSA

Au 30 juin 2017, on dénombre en Seine-Saint-Denis 80 764 foyers bénéficiaires du RSA socle (public relevant de la compétence du Département). Ce nombre regroupe le RSA socle seul et le RSA socle avec prime d'activité. Ce nombre diminue légèrement entre juin 2016 et juin 2017 (-0,2%) après avoir connu une relative stabilité les deux périodes précédentes.

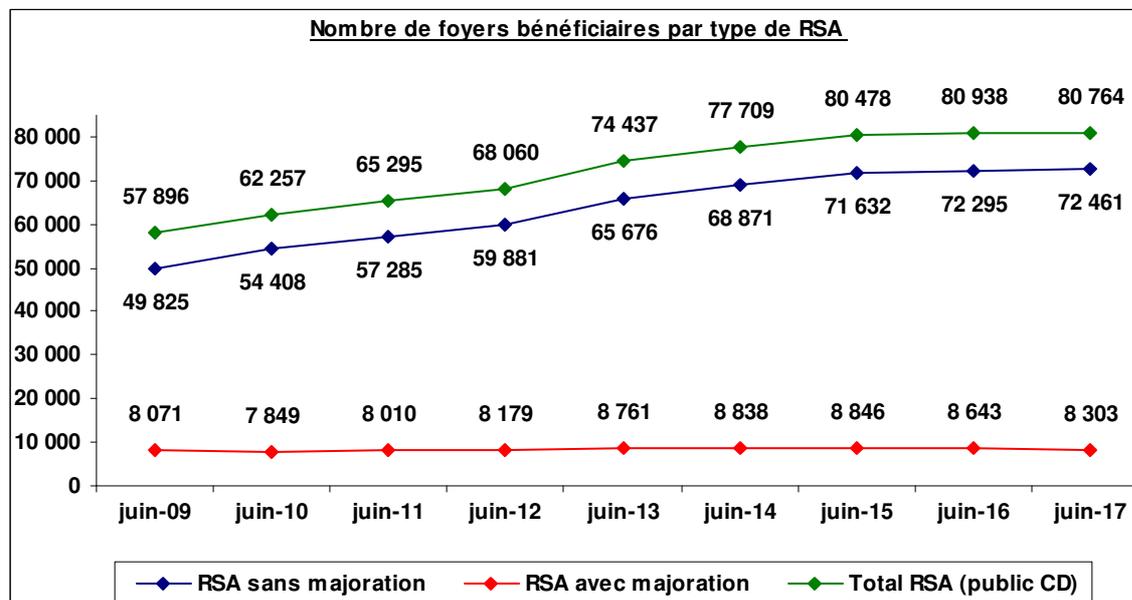
Pour les autres périodes, l'évolution annuelle de ce nombre a été disparate avec une progression importante observée entre juin 2012 et juin 2013 et qui peut être reliée à la situation défavorable du marché de l'emploi, le chômage connaissant une croissance continue sur cette période.

Huit ans après la mise en place de la loi RSA, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA a connu une augmentation de 39,5%. Ce pourcentage est stable depuis juin 2015.



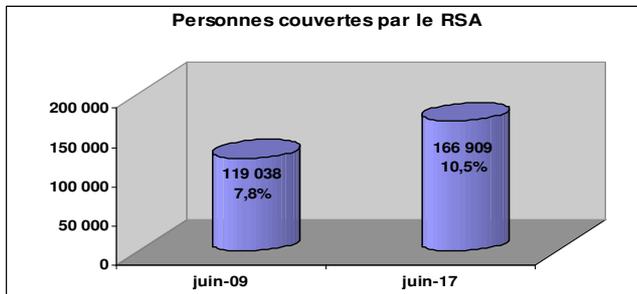
Source CAF, tableaux de bord ELISA

Depuis juin 2009, (date de la mise en place de la loi RSA) l'augmentation la plus dynamique des bénéficiaires concerne essentiellement les foyers ne bénéficiant pas d'une majoration de leur prestation pour situation d'isolement avec enfant(s) à charge ou à naître particulièrement entre juin 2009 et juin 2015 où cette évolution était en moyenne de 5% avec un pic de près de 10% en juin 2013. Quant aux effectifs des foyers qui bénéficient du RSA majoré, ils restent relativement stables voire en baisse les dernières années (-2,3% en juin 2016 et -3,9% en juin 2017). En juin 2017, 10% des foyers bénéficient d'une majoration.



Source CAF, *Données consolidées hors RSA jeunes payé par l'Etat.

Population couverte par le RSA

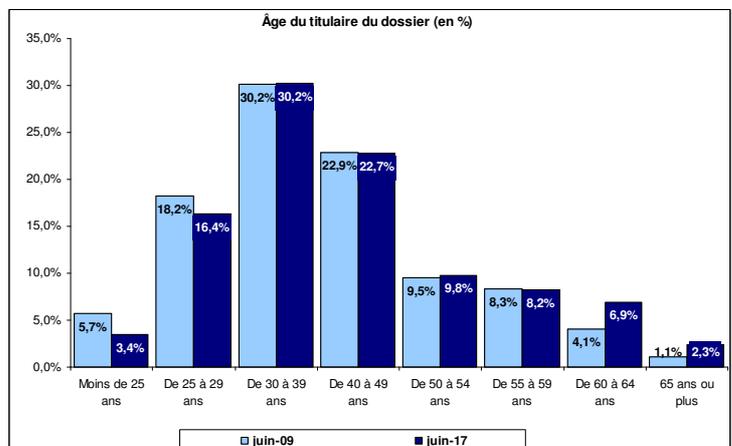


En juin 2017, en Seine-Saint-Denis, la part de la population couverte (allocataires, conjoints et enfants à charge) est de 10,6% de la population totale (soit 3 points de plus qu'en juin 2009). Les adultes représentent 56 % des individus soit 93 462 personnes.

Typologie des bénéficiaires du RSA

Âge de l'allocataire :

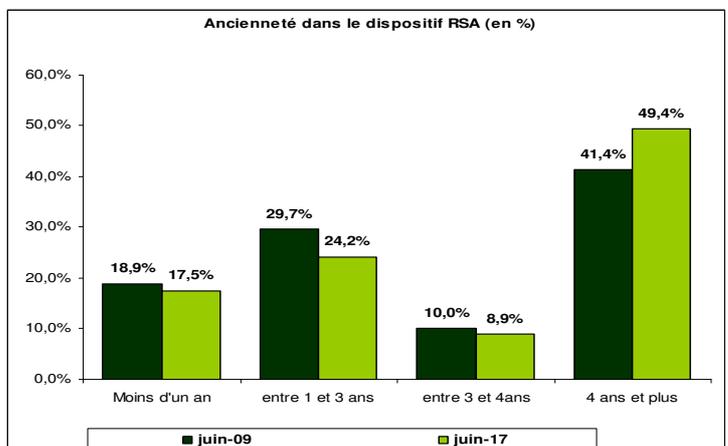
Huit ans après la mise en place de la loi RSA, les bénéficiaires sont majoritairement âgés de 30 à 40 ans (30,2%). Avant 30 ans, la part des bénéficiaires est moins importante en 2017 (24%) qu'en 2009 (20%). Par contre, au delà de 60 ans la tendance s'inverse, 9% en 2017 contre 5% en 2009.



Ancienneté dans le dispositif :

Entre juin 2009 et juin 2017, pour une ancienneté inférieure à 4 ans, la part des allocataires dans le dispositif est en baisse pour les nouveaux entrants (ancienneté inférieure à 1 an) comme pour les périodes d'ancienneté entre 1 et 3 ans et 3 et 4ans. En revanche, plus on s'éloigne dans le temps, plus la part des allocataires présents dans le dispositif est importante.

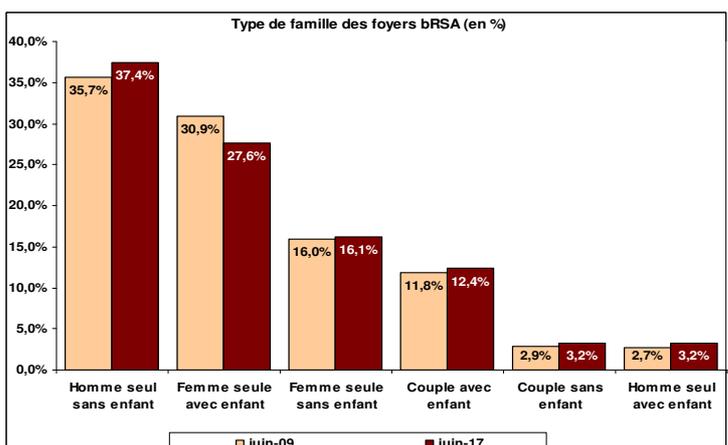
Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA depuis plus de 3 ans inclut les anciens bénéficiaires du dispositif RMI/API. Au mois de juin 2009, 55 941 allocataires étaient bénéficiaires du RMI ou API soit 97% du total allocataire, au mois de juin 2017, ce nombre est passé à 19 730 allocataires et ne représentait que 24% de l'effectif total bRSA.



Situation familiale :

Plusieurs profils se distinguent parmi les bénéficiaires du RSA : majoritairement de personnes isolées (près de 85%), plutôt des femmes (51% de femmes contre 49% d'hommes, les proportions incluent le sexe du propriétaire du dossier dans le couple) et plus de la moitié des bénéficiaires n'ont pas d'enfant à charge (près de 55%).

Entre juin 2009 comme en juin 2017, la part de chaque type de famille a évolué avec le temps excepté la part des femmes seules avec enfant(s) qui a baissé de plus de 3 points entre les deux périodes.





II – LE RSA ET LE MARCHE DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

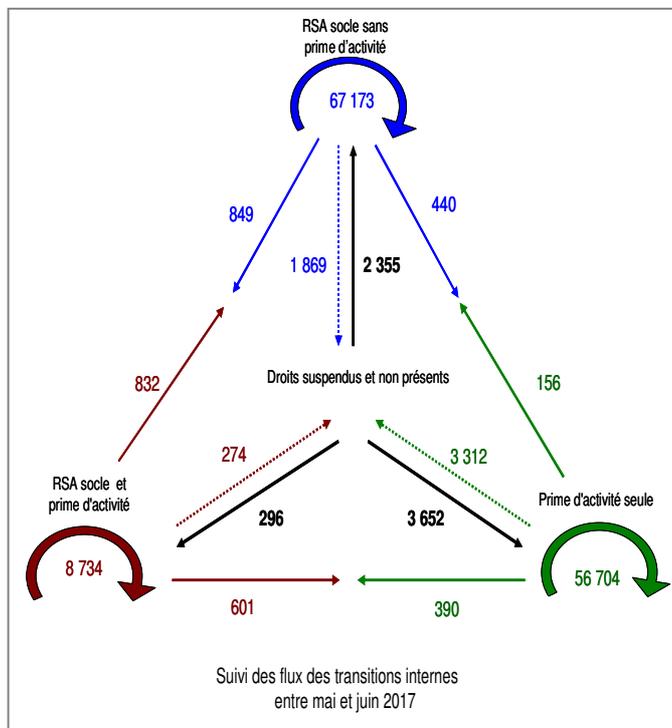
Les mouvements des effectifs

Lecture : Parmi les bénéficiaires du RSA socle sans prime d'activité en mai 2017, 67 173 y sont toujours au mois de juin 2017, 849 sont passés au RSA socle avec prime d'activité, 440 sont devenus des bénéficiaires de la prime d'activité, 1 869 sont sortis et 2 359 sont entrés en provenance d'autres situations.

Dans les mouvements des foyers bénéficiaires du RSA deux flux se distinguent : un flux interne qui correspond au solde des entrées et des sorties entre le RSA et la prime d'activité et un flux externe qui correspond au solde des entrées et des sorties entre le RSA et les autres situations (droit suspendu, nouvelle demande ou toute autre situation).

En flux interne, les mouvements entre le RSA socle et le RSA avec prime d'activité sont équivalents (849 et 832) mais le passage du RSA socle avec ou sans prime d'activité vers la prime d'activité seule est plus important que le passage inverse (601 contre 390 pour le premier et 440 contre 156 pour le second).

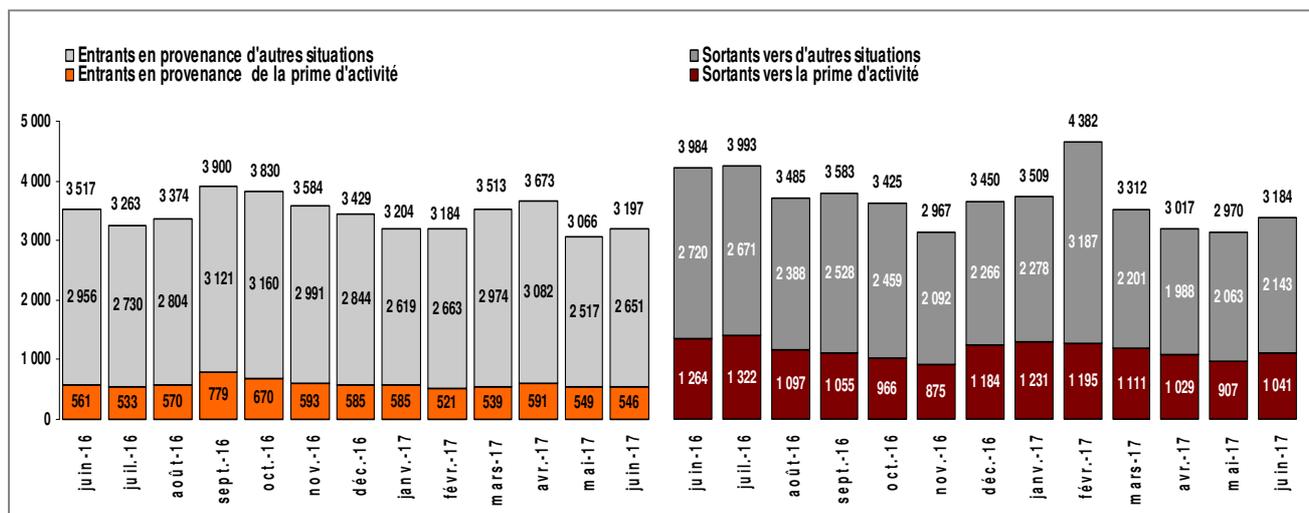
Pour le flux externe, le nombre de foyers entrants dans le RSA socle est plus important que celui des sortants (2 355 contre 1 869) alors que pour les deux autres dispositifs, on observe une équilibre entre les entrées et les sorties (296 entrants contre 274 sortants pour le RSA avec prime d'activité et 3 652 entrants contre 3 312 sortants pour la prime d'activité seule).



Source CAF : données quasi-consolidées

La variation du nombre de foyers bénéficiaires du RSA peut se déduire du nombre d'ouvertures de droit (entrées) et de fins de droit au RSA (sorties) ayant eu lieu sur la période. Dans le graphe ci-dessous on présente les effectifs des différents mouvements d'un mois à l'autre. On constate que les effectifs des entrants en provenance d'autres situations sont comparables à ceux des sortants vers d'autres situations. Quant au mouvements entre les RSA et la prime d'activité, il y a deux fois plus de sortants du RSA vers la prime d'activité que des entrants dans le RSA en provenance de la prime d'Activité.

On présume que l'effet prime d'activité est positif.



Source CAF : données quasi-consolidées



II – LE RSA ET LE MARCHE DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

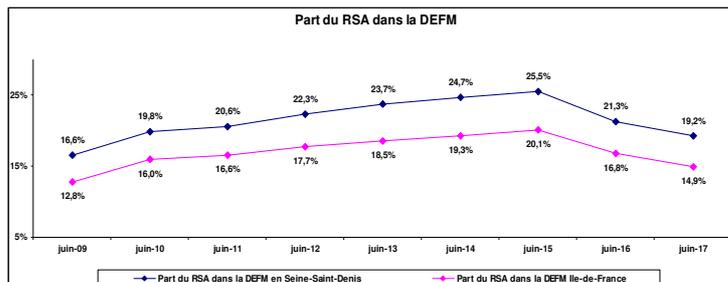
Demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts* au RSA

Définition :

Les demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA sont les personnes ayant un droit payable au RSA ou celles ayant un droit au RSA suspendu pendant 4 mois maximum (notamment pour non respect des devoirs qui leur incombent, non renouvellement de déclaration trimestrielle de ressources, dépassement du seuil de ressources, ou parce que la demande est en cours de traitement).

Source des données : Pôle Emploi

Entre juin 2009 et juin 2015, la part des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) n'a cessé d'augmenter. Les baisses observées en juin 2016 et juin 2017 sont expliquées par la disparition de la composante RSA activité seule (remplacée par la prime d'activité) et donc la sortie des bénéficiaires de ce RSA des flux. La même tendance est observée en Ile-de-France.



DEFM allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis sur 1 an

	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17
DEFM bénéficiaires du RSA	34 695	33 668	33 433	33 698	33 380	33 637	33 600	33 975	33 788	32 424	32 092	32 305	31 754
Part du RSA dans la DEFM	21,3%	20,8%	20,4%	20,3%	20,1%	20,2%	20,3%	20,3%	20,2%	19,5%	19,4%	19,4%	19,2%

Entre juin 2016 et juin 2017, le nombre de DEFM ayant droit au RSA a baissé de 8 points (-8,5%).

La part des DEFM bénéficiant du RSA dans le total DEFM voisine les 20%. En un an, cette part a baissé de plus de 2 points (21,3% contre 19,2%). En Ile-de-France, cette part a varié entre 16,8% en juin 2016 et 14,9% en juin 2017, soit une baisse similaire à celle du Département (2,1 points).

Typologie des DEFM allocataires du RSA en juin 2017

	Ancienneté d'inscription des DEFM (catégories A, B, C) ayant droit au RSA	
	Volume	Part
Moins de 6 mois*	11 579*	20%*
de 6 à 11 mois	6 653	19%
de 12 à 23 mois	5 580	18%
24 mois et plus	7 942	20%
Total	31 754	19%

Tableau 1

	Niveau de formation des DEFM (toutes catégories) ayant droit au RSA	
	Volume	Part
Niveau VI	7 019	22%
Niveau V bis	3 169	24%
Niveau V	9 713	21%
Niveau IV	6 972	17%
Niveau III	2 486	13%
Niveau I / II	3 541	14%
Non renseigné	58	8%
Total	32 958	19%

Tableau 2

***Lecture :** En Seine-Saint-Denis, 11 579 bRSA sont des DEFM de moins de 6 mois. Ils représentent 20% du total des DEFM du département de moins de 6 mois (C'est à dire 20% de 57 895).

NB :

Le tableau 1 concerne les DEFM catégories A, B, C qui représentent 31 754 personnes.

Les tableaux 2 et 3 concernent les DEFM toutes catégories qui sont au nombre de 32 958 personnes.

		Age et sexe des DEFM (toutes catégories) ayant droit au RSA	
		Volume	Part
Homme	Moins de 26 ans	515	5%
	26-39 ans	7 563	21%
	40-49 ans	4 394	19%
	50 ans ou plus	4 991	20%
	Total	17 463	19%
Femme	Moins de 26 ans	1 044	9%
	26-39 ans	7 412	21%
	40-49 ans	3 757	20%
	50 ans ou plus	3 282	17%
	Total	15 495	18%

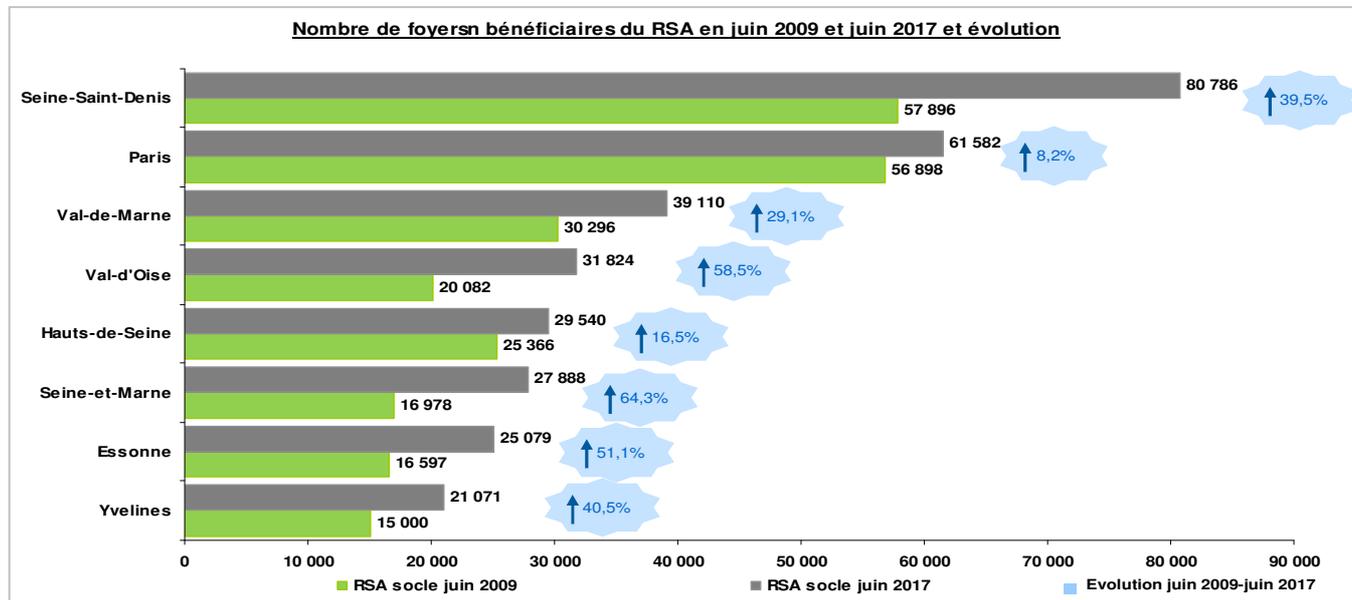
Tableau 3



II – LE RSA ET LE MARCHE DU TRAVAIL

A) Le R.S.A. – Revenu de solidarité active

Positionnement de la Seine-Saint-Denis



Huit ans après la mise en place de la loi RSA, la Seine-Saint-Denis compte toujours le nombre de foyers bénéficiaires du RSA socle le plus élevé de la région avec une évolution de 39,5%.

Cette évolution est disparate dans les autres départements : elle est cinq fois moins importante dans le département de Paris qu'en Seine-Saint-Denis (8,2% contre 39,5%). Elle dépasse les 50% dans les départements de l'Essonne et Val-d'Oise (51,1% et 58,5%) et voisine les 65% en Seine-et-Marne l'évolution la plus importante de la Région.

En France métropolitaine, cette évolution a été de 35,6%.

Classement	Département	RSA Socle 06-2017	RSA Socle 06-2016	Evolution annuelle	RSA Socle 06-2009	Evolution de puis juin 2009
1	Nord	110 201	113 484	-2,9%	86 973	26,7%
2	Seine-Saint-Denis	80 786	80 971	-0,2%	57 896	39,5%
3	Bouches-du-Rhône	74 966	77 621	-3,4%	63 259	18,5%
4	Paris	61 582	64 451	-4,5%	56 898	8,2%
5	Pas-de-Calais	55 140	56 301	-2,1%	45 789	20,4%
6	Rhône	44 262	44 861	-1,3%	28 349	56,1%
7	Seine-Maritime	40 681	41 022	-0,8%	28 425	43,1%
8	Gironde	39 882	40 096	-0,5%	26 603	49,9%
9	Val-de-Marne	39 110	39 495	-1,0%	30 296	29,1%
10	Hérault	38 570	40 773	-5,4%	32 177	19,9%
Ile-de-France		321 302	335 896	-4,3%	239 113	32,5%
France métropolitaine		1 624 798	1 666 455	-2,5%	1 198 077	35,6%

Source CAF données consolidées

La Seine-Saint-Denis occupe toujours le deuxième rang au regard du nombre de foyers bénéficiaires du RSA et la baisse annuelle de ce nombre y est la moins significative en Ile-de-France (-0,2%).

A effectifs comparables, la baisse annuelle est 17 fois plus importante dans les Bouches-du-Rhône qu'en Seine-Saint-Denis (-3,4% contre -0,2%) et plus de deux fois moins importante depuis la mise en place de la loi (18,5% contre 39,5%)

Entre juin 2009 et juin 2017, la hausse la plus importante a été observée dans le département des Alpes-de-Haute-Provence (79,4%) et la plus faible dans le département de Paris (8,2%).



II — LE RSA ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

B) LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Baisse des demandeurs d'emploi de catégorie A mais légère hausse des « A,B,C » sur 1 année glissante

En juin 2017, la Seine-Saint-Denis compte environ 120 000 demandeurs d'emploi sans emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégorie A). Cet effectif atteint quasiment 168 000, si on y ajoute les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (catégorie B, moins de 78h par mois) ou une activité réduite longue (catégorie C, plus de 78h par mois).



Les DEFM progressent ainsi légèrement dans le département sur trois mois (mars - juin 2017), que ce soit en caté-

gorie A (+1,1%) qu'en A,B,C (+1,6%), s'inscrivant dans la dynamique moyenne observée en Ile-de-France, mais différente de celle observée en France métropolitaine, où une baisse (-0,7%) de la catégorie A est observée. Sur une année glissante (juin 2016 - juin 2017), on constate une baisse légère des DEFM catégorie A du département (-0,7%), de la région (-0,2%) et en France (-1%); mais une hausse de l'ensemble A,B,C, pour chacun de ces territoires, bien que le département enregistre pour ce cas, une progression plus faible que la région francilienne et la France métropolitaine.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois (DEFM) en catégorie A et A, B, C (en milliers)

Données CVS - Dares

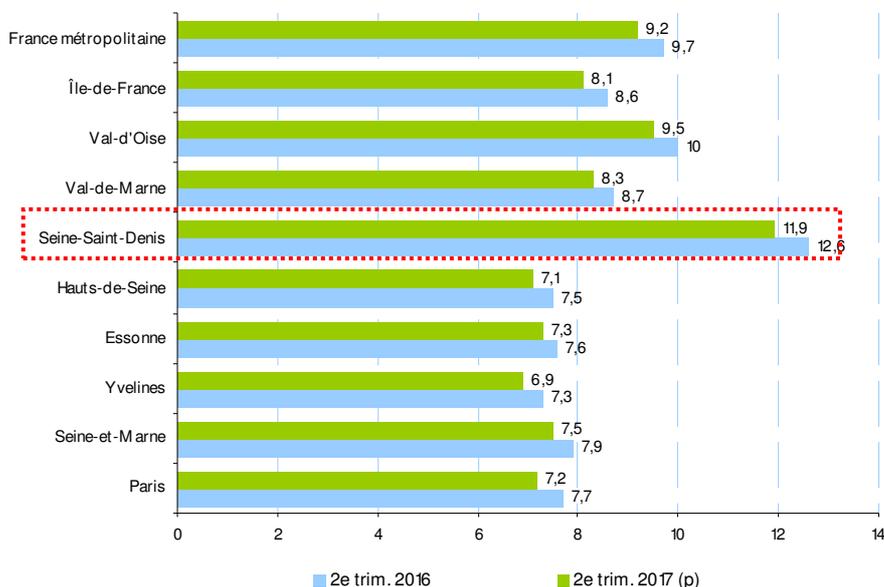
				Variation en %		% - 25 ans	% durée > 1 an
	juin-16	mars-17	juin-17	Sur 3 mois	Sur 1 an	juin-17	juin-17
Seine-Saint-Denis							
Catégorie A	120,6	118,4	119,7	1,1	-0,7	10,4	
Catégorie A, B, C	165,0	165,1	167,7	1,6	1,6	9,8	42,0
Ile-de-France							
Catégorie A	671,3	663,9	670,2	0,9	-0,2	10,1	
Catégorie A, B, C	961,3	964,9	978,8	1,4	1,8	9,6	42,3
France métropolitaine							
Catégorie A	3 519,7	3 508,1	3 483,2	-0,7	-1,0	13,6	
Catégorie A, B, C	5 440,5	5 503,8	5 562,6	1,1	2,2	13,4	43,9

Le taux de chômage départemental inférieur à 12%, une première depuis 2012

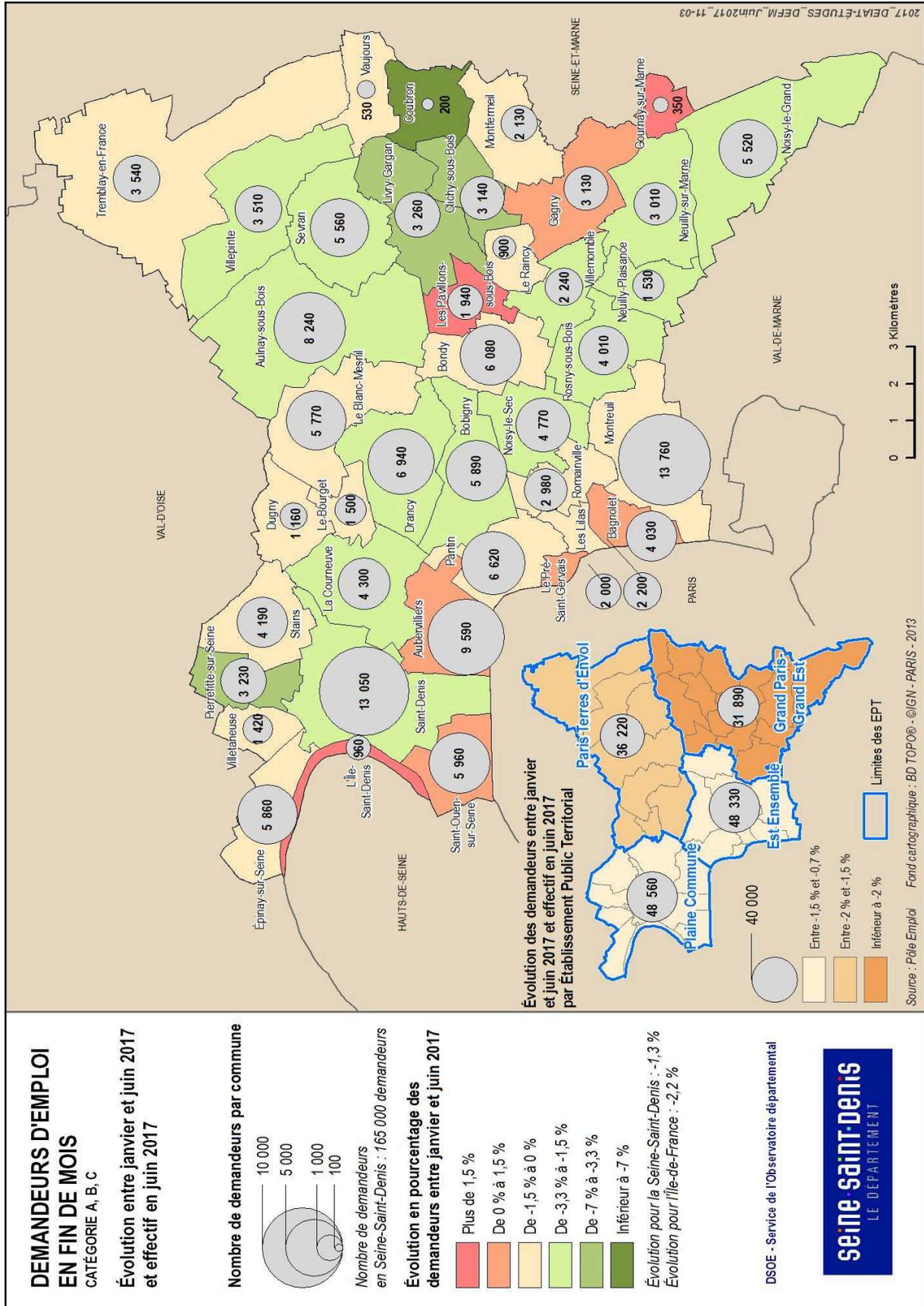
Au 2^e trimestre 2017, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis s'établirait à 11,9% (données semi-définitives), repassant en dessous de 12% pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2012. Le département enregistre ainsi un 8^e trimestre consécutif de baisse ou stabilité du taux de chômage.

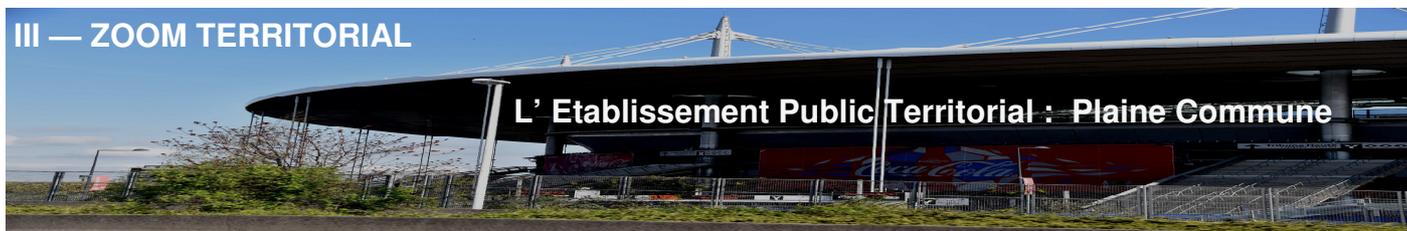
En outre, avec une baisse de 0,7% entre les 2^e trimestres 2016 et 2017, la Seine-Saint-Denis est le département francilien présentant le plus important recul du taux de chômage. Résultat qui est également meilleur comparé à la France métropolitaine en moyenne.

Taux de chômage dans les départements d'Ile-de-France au 2^e trimestre 2016 et 2^e trimestre 2017 (provisoire)



Source: Insee, taux au sens BIT localisé





Population — Activité — Emploi



L'établissement public Plaine Commune est constitué de 9 communes situées au nord-ouest du département. Trois de ces communes sont limitrophes de Paris, deux sont limitrophes des Hauts-de-Seine (dont Saint-Ouen également limitrophe de Paris) et quatre du Val-d'Oise.

Avec 422 127 habitants, Plaine Commune est l'établissement public territorial le plus peuplé en Seine-Saint-Denis devant Est-Ensemble. 26,9% de la population du département y était

recensée en 2014.

Ce territoire regroupe 26,5% des actifs âgés de 15 à 64 ans du département et 31,6% des chômeurs du même âge (en 2014). Il regroupe également un peu plus d'un tiers des foyers bénéficiaires du RSA (33,8% en décembre 2016).

On constate que le taux d'activité y est légèrement moins élevé que pour l'ensemble de la Seine-Saint-Denis (71,1 contre 73,3%).

Plaine Commune présente en 2014 un taux de chômage plus élevé de plus de 3 points au-dessus de celui de l'ensemble du département (22,5 contre 18,9%).

On voit ci-dessous que ce chiffre résulte de situations communales très hétérogènes : le taux de chômage le plus bas est de 17,6% à Epinay-sur-Seine contre 27% à La Courneuve pour le plus élevé.

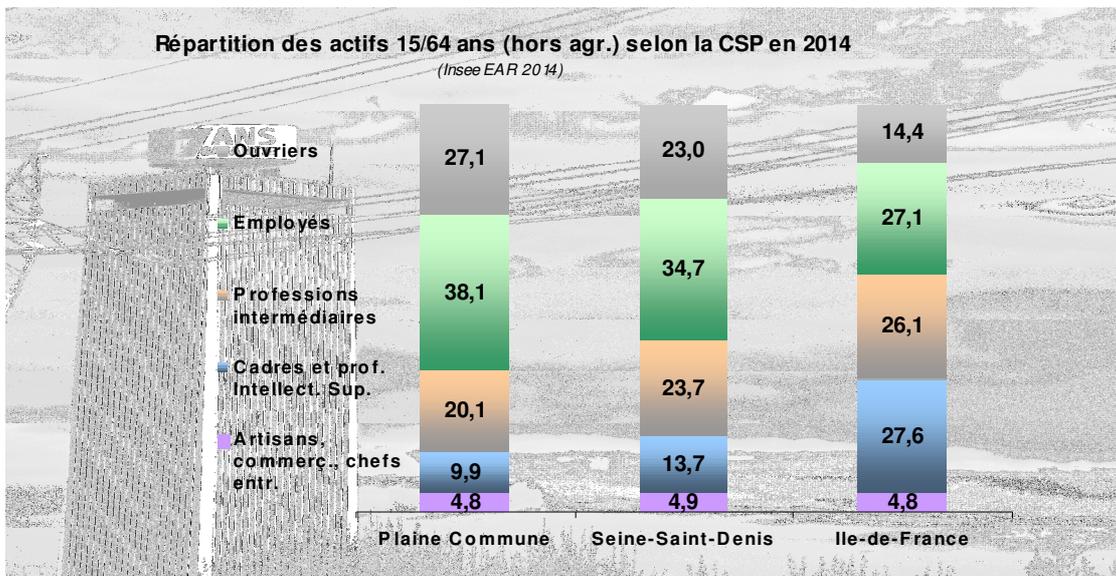
Communes de Plaine Commune	Population 15/64 ans en 2014	Population active 15/64 ans en 2014	Taux d'activité 15/64 ans en 2014	Nombre de chômeurs 15/64 ans en 2014	Taux de chômage 15/64 ans en 2014	Emploi Total au lieu de travail en 2014	Foyers bénéficiaires RSA déc 2016
Aubervilliers	54 960	38 291	69,7	9 108	23,8	29 698	6 644
La Courneuve	27 302	18 969	69,5	5 130	27,0	13 405	2 829
Epinay-sur-Seine	35 966	24 359	67,7	4 289	17,6	9 116	2 770
L'Ile-Saint-Denis	4 838	3 508	72,5	802	22,8	1 512	541
Pierrefitte-sur-Seine	18 957	13 159	69,4	2 935	22,3	5 424	1 745
Saint-Denis	74 614	54 836	73,5	13 037	23,8	82 973	6 988
Saint-Ouen	33 520	25 252	75,3	4 793	19,0	36 060	2 727
Stains	24 954	17 148	68,7	3 799	22,2	8 505	2 526
Villetaneuse	8 158	5 956	73,0	1 516	25,5	4 305	736
Plaine Commune	283 269	201 478	71,1	45 409	22,5	190 998	27 506
Seine-Saint-Denis	1 038 519	761 058	73,3	143 501	18,9	560 662	81 325
Poids Plaine Commune / SSD	27,3	26,5	,,3/,3,3	31,6	,,3/,3,3	34,1	33,8
Ile-de-France	7 994 474	6 086 895	76,1	767 836	12,6	5 680 430	321 302

Sources : Insee (EAR 2014) et CAF.Rosny * : socle « total » = socle seul + (socle + prime d'activité)

L' Etablissement Public Territorial : Plaine Commune

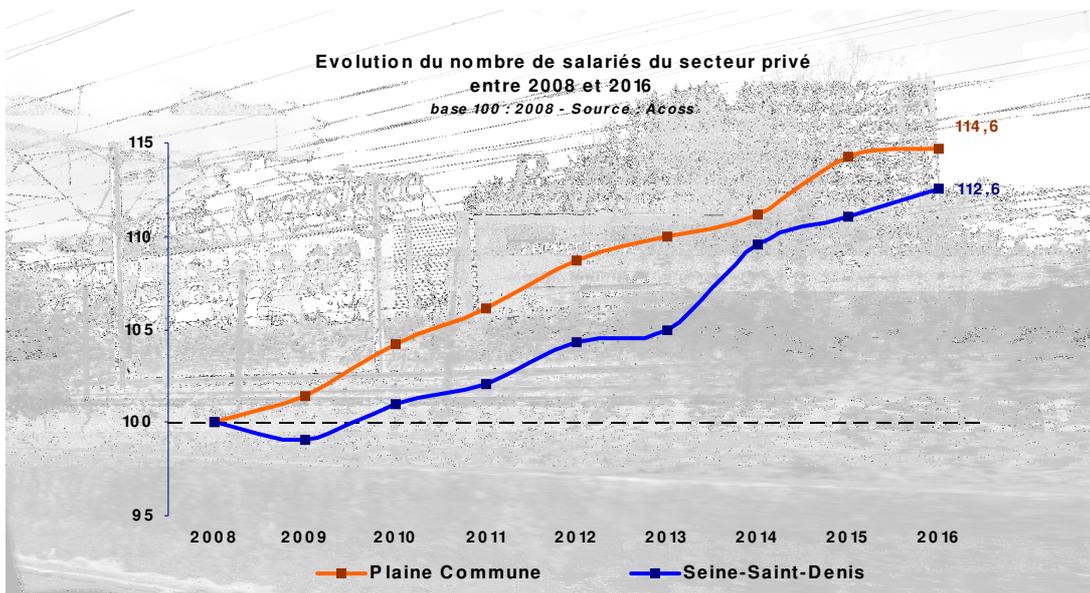
Une population active un peu moins qualifiée que celle de l'ensemble du département

La répartition par catégorie socio-professionnelle montre que les actifs 15-64 ans du territoire de Plaine Commune sont dans l'ensemble moins qualifiés que l'ensemble des mêmes actifs dans le département (27% contre 23% appartiennent à la catégorie socio-professionnelle « Ouvriers » et 38% contre 35% à la catégorie « Employés »).



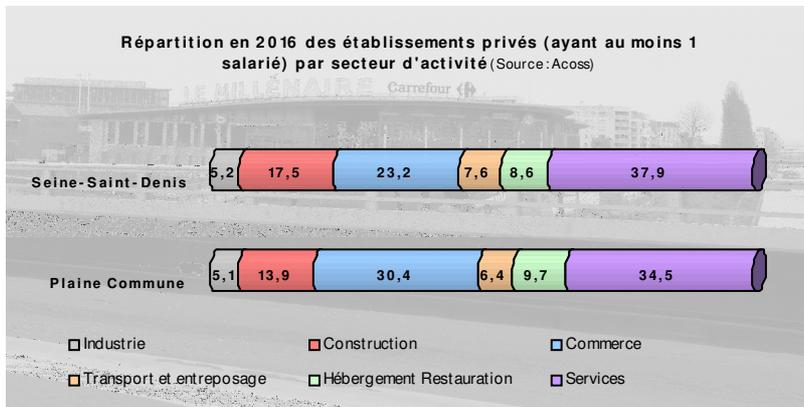
Une hausse des effectifs salariés privés qui participe à la hausse départementale

Entre 2008 et 2016, l'emploi salarié privé du territoire de Plaine Commune augmente globalement de 14,6%, hausse plus importante que celle constatée au niveau de l'ensemble du département (12,6%).



L'Établissement Public Territorial : Plaine Commune

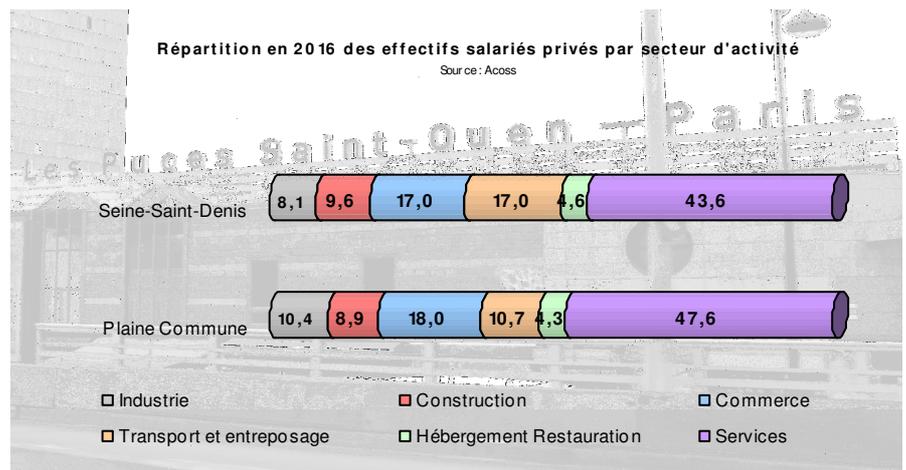
Une structure sectorielle marquée par des établissements dans le commerce...



La comparaison des établissements (privés ayant plus de 1 salarié) de Plaine Commune avec celle de l'ensemble du département fait apparaître une plus forte présence du secteur du Commerce (30% contre 23%) et dans une moindre mesure du secteur de l'Hébergement-Restauration (10% contre 9%).

... et les effectifs dans les services

En termes d'effectifs salariés, les différences sectorielles de Plaine Commune sont caractérisées par des salariés plus nombreux dans les Services (48% contre 44%), mais également dans l'Industrie (10% contre 8%) et dans le Commerce (18% contre 17%).



L'emploi salarié privé 2008 et 2016, par secteur, sur le territoire de Plaine Commune

Source : Acoiss	Effectifs 2008 Plaine Commune	Effectifs 2016 Plaine Commune	Evolution nombre Plaine Commune	Evolution % Plaine Commune	Evolution % ensemble du 93
Industrie	19 548	17 150	-2 398	-12,3	-21,3
Construction	13 484	14 774	1 290	9,6	8,9
Commerce	26 853	29 785	2 932	10,9	0,3
<i>Commerce Réparation auto moto</i>	3 209	2 822	-387	-12,1	-11,0
<i>Commerce de gros hors auto moto</i>	14 495	15 349	854	5,9	-8,5
<i>Commerce de détail hors auto moto</i>	9 149	11 614	2 465	26,9	13,1
Transport et entreposage	10 057	17 616	7 559	75,2	62,1
Hébergement Restauration	5 143	7 178	2 035	39,6	29,8
Services	68 958	78 661	9 703	14,1	12,8
<i>Information Communication</i>	11 010	16 961	5 951	54,1	27,8
<i>Activités financières et d'assurance</i>	9 915	10 078	163	1,6	18,5
<i>Activités Immobilières</i>	2 666	2 096	-570	-21,4	-9,1
<i>Act spécialisées scientifiques et techniques</i>	12 871	12 788	-83	-0,6	4,7
<i>Act serv administratifs et de soutien</i>	18 683	19 924	1 241	6,6	12,1
<i>Administration Publique et enseignement</i>	3 359	4 164	805	24,0	-6,6
<i>Santé humaine action sociale</i>	5 834	8 282	2 448	42,0	36,3
<i>Autres act de services</i>	4 620	4 368	-252	-5,5	-1,5
Total des secteurs hors agriculture	144 043	165 164	21 121	14,7	12,6

Plaine Commune enregistre sur la période un gain de 21 121 salariés dans le privé (+14,7%). L'industrie perd 2 398 salariés (-12,3%) mais les autres grands secteurs gagnent des emplois.

Le transport connaît la hausse la plus forte en pourcentage (+75%) mais ce sont les services qui gagnent le plus grand nombre d'emplois (9 703).

Cette hausse dans les services vient principalement : de l'Information Communication (+5 951 emplois, +54%), de la Santé humaine et Action sociale (+2 448 emplois, +42%) de services administratifs et de soutien (+1 241 salariés, +6,6%).

L' Etablissement Public Territorial : Plaine Commune

Par ailleurs :

Toutes les villes de Plaine Commune sont couvertes par un **Projet de Ville RSA****.

Plaine Commune compte 26 Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE*), soit 33% des SIAE du département :

*Les SIAE : L'insertion par l'activité économique (IAE) regroupe différents types de structures, TPE, PME ou associations, qui relèvent de l'économie sociale et solidaire (ESS). Conventionnées par l'Etat, elles cherchent à concilier performance économique et projet social en proposant des contrats à des personnes éloignées de l'emploi. Elles mettent ainsi leur développement au service de la lutte contre le chômage et les exclusions, sur tous les territoires. Les S.I.A.E. peuvent prendre différentes formes : ACI : Atelier et chantier d'insertion, EI : Entreprise d'insertion ou ETTI : Entreprise de travail temporaire d'insertion. Source : portail-iae.org

Structure	Type	Activité
Apj Bat (St-Denis)	EI	Construction écologique
Ares Services Seine-Saint-Denis (St-Denis)	EI	Logistique Nettoyage Recyclage de mobilier
Association Services Perso (St-Denis)	AI	Aide à la personne et services aux entreprises
Association Territoires (St-Denis)	ACI	Environnement et services de proximité
Atelier Qualification Insertion (Aubervilliers)	ACI	Restauration collective
Bicyclo (St-Denis)	ACI	Recyclage et entretien de vélos
Fer et Refaire (St-Denis)	ACI	Blanchisserie Repasserie Couture
Halage (L'Ile-Saint-Denis) - 2 chantiers	ACI	Création, entretien, aménagement espaces verts
Humando (St-Denis)	ETTI	Travail temporaire
Initiatives Solidaires (Aubervilliers)	ACI	Hôtellerie Restauration
Initiatives Solidaires (Aubervilliers)	ACI	Revalorisation Transformation de matériaux
IEPC—Institut Education et Pratiques Citoyennes (Aubervilliers)	ACI	Garde d'enfants et accompagnement professionnel
JADE—Jeunes Action Dialogue Entreprises (La Courneuve)	ACI	Rénovation intérieure
Kialatok (La Courneuve)	EI	Ateliers de cuisine
La Main Fine (St-Denis)	ACI	Repasserie Couture Vente Coiffure
L'Usine Té Créateur d'Instants (St-Denis)	EI	Traiteur Evénementiel Location d'espaces
Mode Estime (L'Ile-Saint-Denis)	ACI	Atelier de mode solidaire
Office Relais Repas Chauds (Aubervilliers)	ACI	Camion maraude et repas chauds
Plus Que Parfait (St-Denis)	EI	Propreté et hygiène de locaux
Régie de quartier de Pierrefitte-sur-Seine	EI	Second œuvre, collecte et nettoyage
Régie de quartier de Saint-Denis	EI	Collecte de déchets, tri et revalorisation
Régie de quartier de Stains	ACI	Second œuvre, collecte et nettoyage
Régie de quartier Maladrerie—Emile Dubois (Aubervilliers)	EI	Second œuvre, collecte et services
Taf et Maffé Opale (Aubervilliers)	ACI	Restauration, traiteur
Taf et Maffé Saint-Denis	ACI	Restauration, traiteur

** : Les Projets de Ville RSA accueillent un public intermédiaire en travaillant à consolider autonomie et insertion tout en aidant à construire et conduire un projet professionnel, en :

- Assurant la mission de service référent RSA et en proposant un parcours d'insertion socioprofessionnel aux côtés du parcours emploi (Pôle emploi) et du parcours social (Services sociaux et Associations) ;
- Contribuant à l'opérationnalité des politiques d'insertion sur le territoire ;
- Participant au dispositif d'orientation et d'accompagnement des bénéficiaires du RSA ;
- Concourant à l'insertion socioprofessionnelle et professionnelle des bénéficiaires du RSA ;
- Contribuant à la complémentarité des acteurs locaux et en mobilisant les partenariats visant la consolidation de l'autonomie, l'insertion durable et l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA.

Ils partagent l'objectif prioritaire du Département de faciliter l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA qui sont en capacité de le faire. Pour ce faire, ils s'appuient sur l'écosystème local des acteurs économiques et de l'emploi, sur les potentialités du territoire et sur l'offre de service mise en place par le Département.

III — ZOOM SECTORIEL

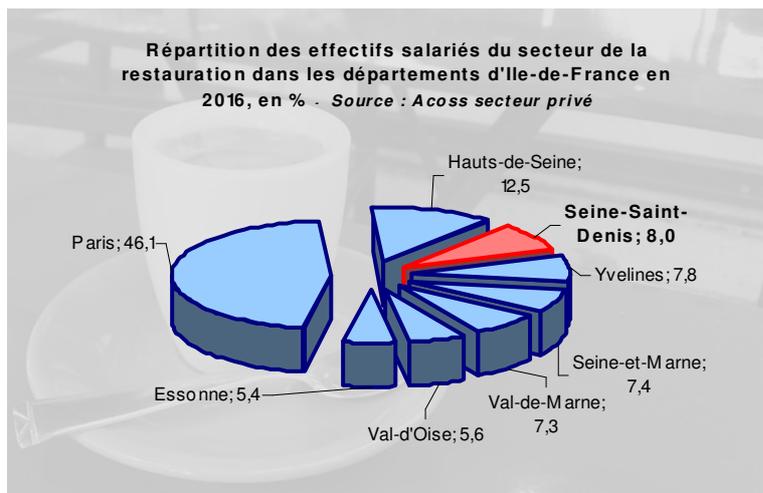
LA RESTAURATION

Une présence croissante de la restauration dans le tissu économique départemental et régional...

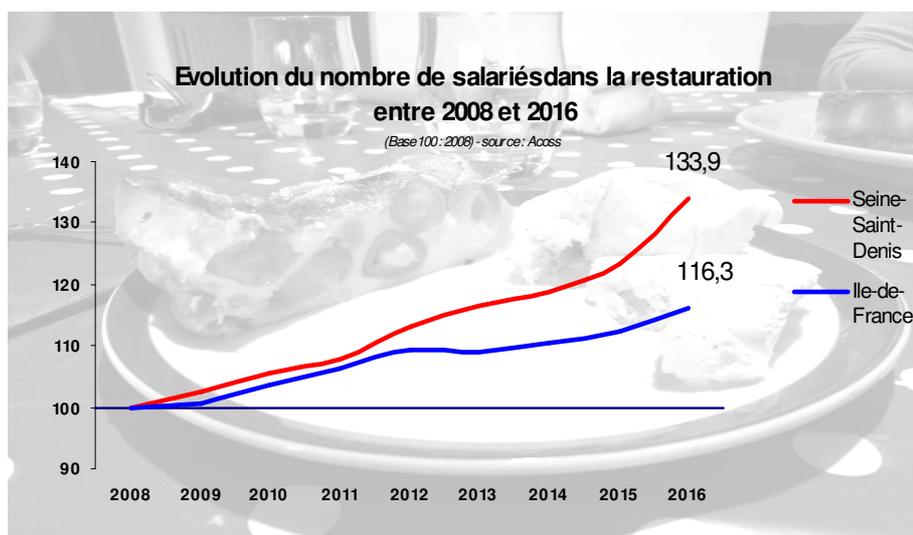
Le secteur de la restauration compte, en 2016, 3 114 établissements (ayant au moins 1 salarié) et 19 332 salariés en Seine-Saint-Denis. La restauration regroupe ainsi 4% de l'ensemble des salariés du privé du département en 2016, part en croissance puisqu'elle n'était que de 3,4% en 2008.

Au niveau régional, la Seine-Saint-Denis occupe le troisième rang en termes d'effectifs salariés, derrière Paris et les Hauts-de-Seine. En 2016, le département comptabilise ainsi 8% de l'ensemble des 242 597 salariés du secteur dans l'ensemble de l'Île-de-France (ce chiffre était de 7% en 2008).

En termes d'établissements, en 2016, 9,5% des établissements (privés ayant au moins 1 salarié) régionaux du secteur de la restauration se trouvent sur le territoire de la Seine-Saint-Denis (8,9% en 2008).



... avec une hausse des effectifs particulièrement marquée dans le département



Entre 2008 et 2016, les effectifs de la restauration ont connu une hausse importante que ce soit au niveau départemental ou régional. Cette hausse a été particulièrement marquée en Seine-Saint-Denis avec une augmentation de 33,9% contre 16,3% pour l'ensemble de l'Île-de-France.

La courbe montre une évolution à peu près identique du département et de la région sur la période allant de 2008 et 2011 suivie d'une période jusqu'en 2016 durant laquelle les effectifs de la restauration du département augmentent de façon assez spectaculaire, la courbe se décollant nettement de la courbe régionale.

L'ensemble de la région compte sur l'ensemble de la période 33 966 salariés de plus dans la restauration, le département 4 899. Les salariés supplémentaires comptabilisés par le département représente ainsi 14,4% des gains régionaux du secteur.

III — ZOOM SECTORIEL

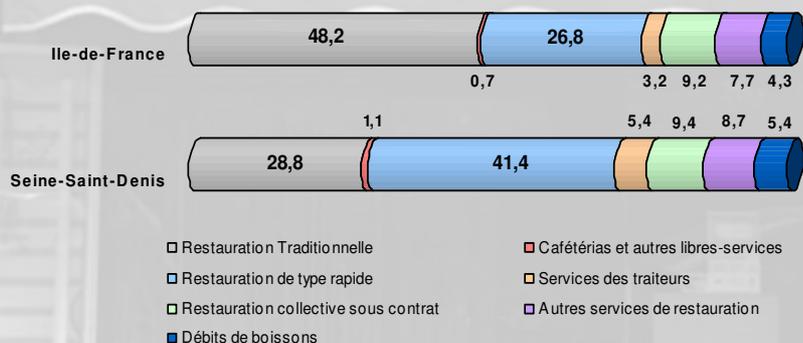
LA RESTAURATION

Une répartition des salariés par branche différente de celle de la région...

Ce sont essentiellement deux branches qui regroupent plus des deux tiers des emplois du secteur de la restauration : la restauration traditionnelle et la restauration de type rapide. Ceci, aussi bien en Seine-Saint-Denis (70%) que pour l'ensemble de l'Ile-de-France (75%).

Cependant l'importance de ces deux branches est totalement différente entre le département et la région. Alors que la branche de la restauration traditionnelle est, de loin, la plus importante sur l'ensemble de la région (48,2%), c'est, en Seine-Saint-Denis, la branche de la restauration de type rapide qui concentre le plus de salariés (41,4%).

Répartition (%) en 2016 des effectifs salariés privés de la restauration par branche en Seine-Saint-Denis et en Ile-de-France
Source : AcoSS



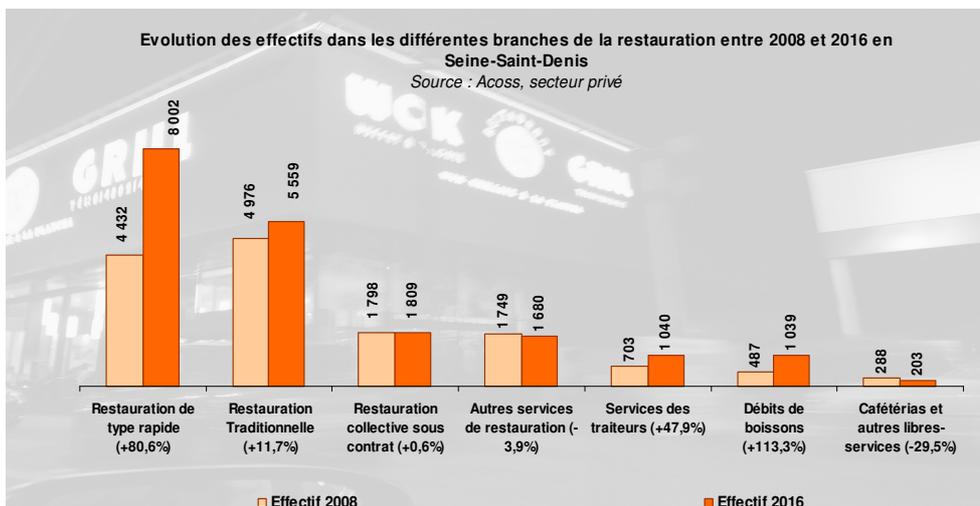
Par ailleurs, en dehors de la branche « services des traiteurs » un peu plus présente en Seine-Saint-Denis (5,4% contre 3,2% en Ile-de-France), l'ensemble des autres branches : cafétérias et autres libres services, restauration collective sous contrat, autres services de restauration et débits de boissons n'ont pas des poids très différents entre le département et la région (25% pour le premier et 22% pour la seconde).

... avec un développement spectaculaire et récent de la restauration de type rapide

La restauration se caractérise en Seine-Saint-Denis par une forte augmentation de la branche regroupant les activités de restauration de type rapide (+80% entre 2008 et 2016 pour une augmentation de 44% pour l'ensemble de l'Ile-de-France).

Sur les 4 899 salariés supplémentaires enregistrés dans le secteur de la restauration dans le département, 3 570 (soit 73%) proviennent de l'unique branche de la restauration de type rapide. Au niveau régional, 19 760 salariés supplémentaires sont enregistrés sur la période dans la branche de restauration de type rapide, 18% des ces emplois sont localisés en Seine-Saint-Denis.

Evolution des effectifs dans les différentes branches de la restauration entre 2008 et 2016 en Seine-Saint-Denis
Source : AcoSS, secteur privé



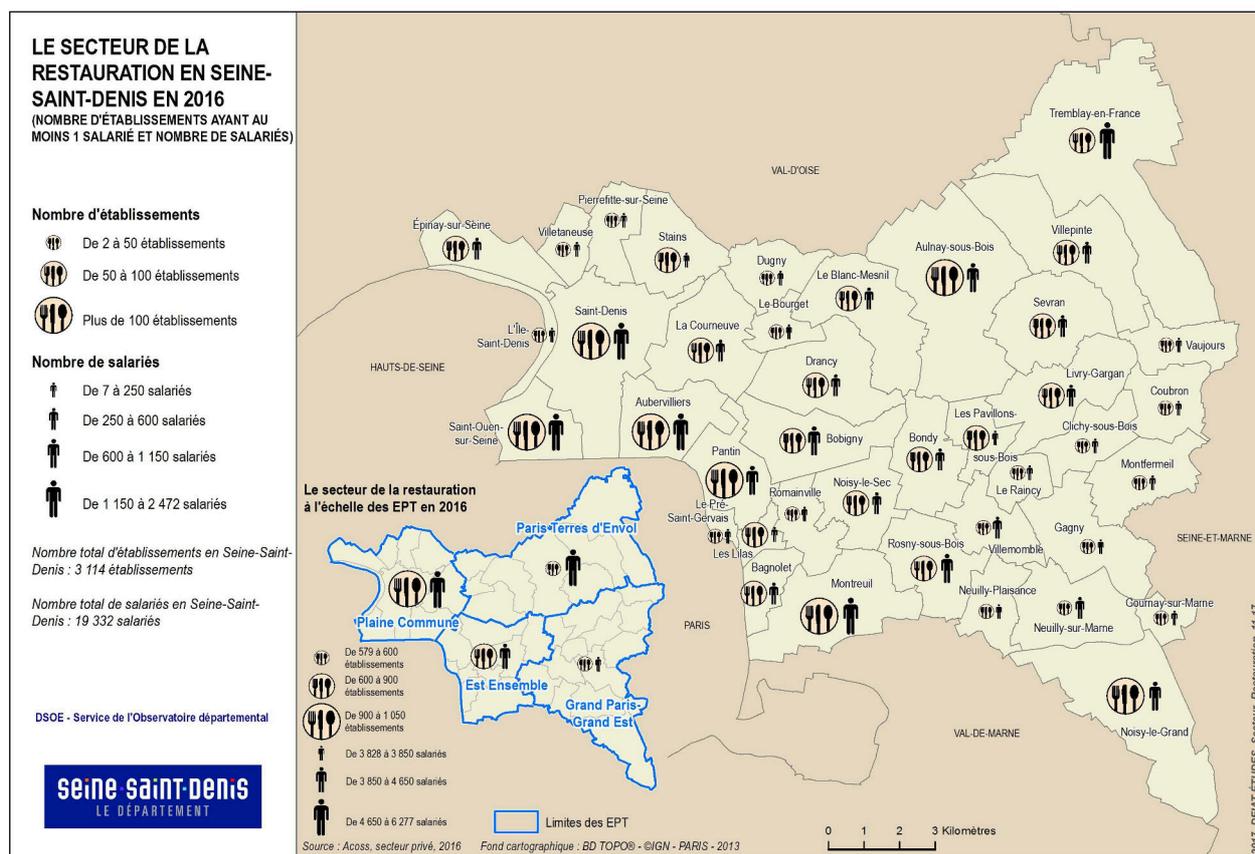
En dehors de la restauration de type rapide, on constate également, en Seine-Saint-Denis, une hausse non négligeable des emplois dans la branche des services des traiteurs (+47,9% contre 19,8% pour l'Ile-de-France).

Et en Ile-de-France

Restauration traditionnelle	8,8
Cafétérias et autres libres-services	-27,8
Restauration de type rapide	43,8
Services des traiteurs	19,8
Restauration collective sous contrat	4,3
autres services de restauration	-2,9
Débites de boissons	56,3
Total Restauration	16,3

LA RESTAURATION

Une implantation relativement bien répartie du secteur dans le département avec toutefois une présence plus faible les communes du centre-est



Présence de 15 S.I.A.E. du secteur de la restauration en Seine-Saint-Denis

Structure	Type
Kialatok (La Courneuve)	E.I.
Le Monde dans l'Assiette (Aulnay-sous-Bois)	A.C.I.
Baluchon (Romainville)	E.I.
La Marmite (Bondy)	A.C.I.
Le Relais Restauration (Pantin)	E.I.
Les Saveurs de la Passerelle (Noisy-le-Grand)	A.C.I.
A.G.D.S. Restauration Solidaire (Sevran)	A.C.I.
Aurore Yankadi ! (Sevran)	A.C.I.
Taf et Maffé (Aubervilliers)	A.C.I.
Taf et Maffé (Saint-Denis)	A.C.I.
Le Martin Pêcheur (Neuilly-sur-Marne)	E.I.
Atelier Qualification-Insertion (Aubervilliers)	A.C.I.
Initiatives Solidaires (Aubervilliers)	A.C.I.
Office Relais Repas Chauds (Aubervilliers)	A.C.I.
L'Usine—Té Créateur d'instant (Saint-Denis)	E.I.

Source : Inserco93—Annuaire 2016-2017 des SIAE en Seine-Saint-Denis

RE-BELLE : Atelier Chantier d'Insertion à Romainville

Jeune entreprise sociale & innovante, RE-BELLE est une marque de confiture de qualité fabriquée avec des fruits et légumes écartés des circuits de distribution, créatrice de valeurs et d'emplois pour des personnes en difficultés et luttant contre le gaspillage alimentaire. L'activité est le support de formation et d'accompagnement de salariés avec un agrément Atelier Chantier d'Insertion (agrément de la DIRRECTE).

Sous la marque RE-BELLE est proposée une gamme de confitures et de confits de légumes faits à la main, à partir de produits invendus issus de moyennes & grandes surfaces du territoire, d'excellente qualité, aux recettes originales, inspirées des arrivages. Les produits sont fabriqués en Ile De France, permettant de créer de l'emploi local, valoriser les invendus et de limiter le gaspillage alimentaire. Les confitures Re-Belle permettent à chacun de prendre part à l'effort de consommation responsable, rendent concrète la prise de conscience.

Aujourd'hui, les confitures Re-Belle visent une population urbaine, sensible aux enjeux environnementaux et humains liés à la consommation (notamment alimentaire) et qui s'intéresse à la production locale, aux produits sains, à l'agriculture urbaine, au partage...

Afin de développer la vente pour garantir la viabilité économique du projet et d'augmenter ses impacts sociaux et environnementaux, l'entreprise sociale travaille avec des revendeurs de confitures en BtoB, qui permettent de toucher plus de consommateurs qu'en vente directe.



Avec le développement de la consommation responsable, les confitures Re-Belle connaissent un certain succès (référencement chez Monoprix, La Grande Epicerie et en hôtellerie...) et l'activité se développe vite.

Après avoir été incubée pour les phases d'étude de faisabilité et de test de l'activité, RE-BELLE a été créée en 2017 et développe actuellement son modèle dans une cuisine professionnelle à Aubervilliers.

Une véritable boucle de valorisation des surplus de fruits est ainsi en train d'être créée, permettant de sauver 25 tonnes de fruits et légumes/an, soit les pertes de 20 supermarchés parisiens et de villes limitrophes de Seine-Saint-Denis.

Le développement en 2018 se fera en créant des partenariats structurants avec des groupes de la distribution alimentaire et en sensibilisant des clients RE-BELLE avec la pédagogie apportée par la marque sur la revalorisation et l'optimisation des ressources.

Les retrouver sur leur site : www.confiturerebelle.fr
 Les retrouver en vidéo : <https://www.facebook.com/WilliamAmidi/videos/752013024986296>

Création d'entreprises : La Seine-Saint-Denis enregistre la plus forte croissance francilienne

5 140 entreprises ont été créées en Seine-Saint-Denis au 2^e trimestre 2017, dont près de 44,5% de micro entreprises. Le département continue de montrer un dynamisme remarquable en matière de création d'entreprises. En Ile-de-France, il fait partie des 3 départements - tous de la petite couronne - présentant une progression des créations entre les 2^e trimestres 2016 et 2017; et, avec une croissance de 4,1%, est très clairement celui où celle-ci est la plus forte.

Sur la période considérée, la création d'entreprises dans le département est tirée par la création d'entreprises individuelles, qui progresse de près de 27%, alors que les sociétés et micro entreprises progressent respectivement de 1,5% et 1,4%.

Du coup, au 2^e trimestre 2017, le poids des entreprises individuelles dans la création départementale est comparable à celui de cette même catégorie en l'Ile-de-France en moyenne. Mais la répartition des créations par type d'entreprise reste globalement différente de celle constatée au niveau de la région et très éloignée de la moyenne nationale.

Créations d'entreprises* par département en Ile-de-France

	Trim2-2017		Trim2-2016		Evol. (en %) Ens. création	Evol. (en %) micro eses
	Ens. créations	Dont microes	Ens. créations	Dont microes		
Paris	14 102	6 480	14 453	6 854	-2,4	-5,5
Seine-et-Marne	2 764	1 153	2 887	1 225	-4,3	-5,9
Yvelines	3 275	1 710	3 332	1 656	-1,7	3,3
Essonne	2 752	1 266	2 838	1 270	-3,0	-0,3
Hauts-de-Seine	5 799	2 929	5 632	2 954	3,0	-0,8
Seine-Saint-Denis	5 140	2 286	4 936	2 255	4,1	1,4
Val-de-Marne	4 000	2 056	3 944	1 850	1,4	11,1
Val-d'Oise	2 958	1 239	3 089	1 211	-4,2	2,3
Ile-de-France	40 790	19 119	41 116	19 280	-0,8	-0,8
France	140 323	54 490	143 101	57 303	-1,9	-4,9

Répartition (en %) des créations par type d'entreprise en Seine-Saint-Denis, Ile-de-France et France au 2^e trimestres 2017 et 2016



*Total obtenu par addition du nombre de créations mensuelles Source : Insee - Création d'entreprises - Données mensuelles brutes



VI — DONNEES DE CADRAGE

Chiffres Clés

- Nombre d'habitants - population totale (estimation 2016) : **1 599 787**
- Part des moins de 20 ans (estimation 2016) : **29,1%**
- INSEE** Population active (15-64 ans) en 2014 : **761 058**
- Part des foyers non imposables en 2014 : **46,9%**
- Médiane du Revenu disponible par unité de consommation en 2014 - Seine-Saint-Denis : **16 726 euros** — Ile-de-France : **22 522 euros**
- SIRENE** Nombre total d'établissements en Seine-Saint-Denis : **101 160** (2015)
- Nombre de SIAE : 78 dont 50 en lien avec le Département (2016)
- INSEE** Taux de création d'entreprise : **17,21%** (2015)
- Taux horaire (brut) du SMIC : **9,76 euros** (janvier 2017)
- ACOSS** Nombre de salariés dans les établissements privés d'au moins 1 salarié : **480 750** (2016)

Montant RSA au 1^{er} septembre 2017

Personne seule	545,48 €	Couple	818,22 €
Personne seule avec 1 enfant	818,22 €	Couple avec 1 enfant	981,66 €
Personne seule avec 2 enfants	981,66 €	Couple avec 2 enfants	1 145,51 €
Par enfant supplémentaire : 218,19 €			

Tableau de Bord

Nombre de foyers bénéficiaires du RSA (socle) : **80 764** (juin 2017)

Population couverte par le RSA socle : **166 909** (juin 2017)

Nombre de demandeurs d'emploi : **119 700** (catégorie A); **167 700** (catégorie A,B,C) - juin 2017

Nombre de signatures de contrats CER : **24 442** (2016)

Les définitions du chômage

A - Le taux de chômage du recensement : Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi.

B - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) : L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

C - Le taux de chômage au sens du BIT : En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Remarque du Pôle Emploi : « Certains demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee ».

DIRECTION DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION ET DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE - DEIAT

Directeur : Charles ASSOULINE

